L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
SAMEDI, 10 SEPTEMBRE 1887.

PETITES ANNONCES.

TROUVE.

TROUVE—Un chien Terre-Neuve. Le propriétaire peut le réclamer, en payant les frais, au No 82 rue Decatur. 10 sept—1f

DEMANDES.

BONNE d'enfant.—On demande une bonne d'enfant, s'entendant à la couture. Elle doit être munie de bonnes recommandations. S'adresser au No 94 rue de l'Esplanade, entre Bourbon et Dauphine. 9 sept—

DEMANDE—Un jeune homme arrivé récemment de France et connaissant à fond la pâtisserie, demande de se placer. Pour s'adresser lettre "G" à l'ABEILLE. 8sept—3f

A LOUER.

A LOUER—Deux magasins, Nos 121 et 123 rue Royale ; étage supérieur convenable pour hôtel garni ou non garni ; prix modéré. S'adresser au dessous de l'Hôtel St-Charles.—J. B. Trapolin. 25 août—3 sem

A LOUER—Maison 112 rue Douane, convenable pour restaurant, buvette, pension, magasin ou club. S'adresser à Joe Fabre, 8 et 10 rue Royale. 14août—1mois

A VENDRE.

ÉPICERIE à vendre—Pour cause de fin de bail—Cet établissement est situé No 83 rue St-Louis, coin Bourbon, à proximité de l'Hôtel St-Louis et du Théâtre de l'Opéra. S'adresser sur les lieux, à M. E. Marcel Champon, propriétaire. 9 sept—3f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Catherine Louise Saltzer, veuve décédée de Lorenz Dan Vogt.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 20,152—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Richard Irelaud, administrateur provisoire et syndic dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
1er sept—1 6 10 Greffier.

Succession de Jacob Both et femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 20,821—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Caroline Saltz, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
1er sept—1 6 10 Greffier.

Succession de Mme Mary Alexander, femme decédée de William Butler.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 21,953.—Division C.—Attendu que Jacob Alexander a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mme Mary Butler, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux à qui cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
2sept—2S—4,9sept Greffier.

VENTES PAR LE CONSTABLE

Mme S. Lacoume vs Mme Murphy.

QUATRIÈME COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans No 9442—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Ogden, juge de la Quatrième Cour de Cité de la Nlle Orléans, dans l'affaire ci-dessus, intitulée et numérotée, je procéderai à la Bourse d'Enchères, sous l'entrepôt coin Louisiana avenue et la rue Magazine, le SAMEDI, 10 septembre 1887, à midi

Un lot de meubles de maison. Après un inventaire enregistré en mon bureau
Conditions—Comptant sur les lieux.
J. O'LANDRY,
Constable de la Quatrième Cour de Cité.
31 août—1 10 sept

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans, Division E, No 21,853—Frank A. Lynch vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Sur la considération du pétitionnaire Frank A. Lynch soit et est par le présent accepté par la cour pour le bénéfice de ses créanciers ; et qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant Ernest Commagère, Esq, notaire en cette ville, le LUNDI, 26 septembre 1887, à 11 heures A. M., pour délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et élire un syndic et autres telle ou telle autre affaire qui peuvent leur être soumises et que dans intervalle toutes poursuites contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues ; et que Martin Voorhies, Esq, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 19 août 1887.
Signé ALBERT VOORHIES, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
24 août—3f en 20 sept

MONITION.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans, No 21,126—Inventaire D, dans l'affaire de Peter N. Glaser, demandeur contre succession...

A tous ceux que le présent avis concerne.

Attendu qu'à une vente publique pour taxe faite le 12 août 1885, l'Etat de la Louisiane a fait l'adjudication du cadastre de l'Etat, ci-après indiqué, de cette ville, vendu à Jacob Both, Joseph Schenel et John Stumpf, conformément aux règlements de la loi No 2 de 1884, et que la propriété en question était décrite à savoir :

CINQ CERTAINS LOTS DE TERRE, dans le troisième District de la ville de la Nouvelle-Orléans, désignés sur les rôles d'assessment comme lots Nos 4,5,6,7 et 8 dans l'îlot No 1273 borné par les rues Casacalvo (maintenant Dauphine et Royale) les dits lots Nos 4 à 8 mesurant 228 pieds de face à la rue Congress sur 93 pieds de profondeur ou moins, pour les années 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877 et 1878 au nom de Rufus Waples et étant la même propriété achetée par les dits Rufus Waples le 22 août de mars 1866 et décrite comme suit, à savoir :

CINQ LOTS DE TERRE dans le faubourg Bouligny, Troisième District de cette ville, dans l'îlot borné par les rues Casacalvo (maintenant Royale), Grande-Demeure (maintenant Dauphine), Congress et Gravier, désignés comme lots Nos 4, 5, 6 et 7 ; le lot No 3 mesure 45 pieds de face à la rue Congrès sur 95 pieds de profondeur entre les rues Casacalvo et Grande Hommes ; le lot No 7 forme l'encoignure des rues Grande-Hommes et Discipline et mesure 45 pieds 9 pouces et 6 lignes de face à la rue Congrès sur 95 pieds de profondeur et face à la rue Grande Hommes comme le tout plus amplement expliqué dans le document de taxe exécuté par Charles Cavanac, collecteur de taxes d'Etat pour le dit quart intérieur de cette ville, par acte passé devant A. A. Ker, notaire, à Jacob Both Joseph Schenel et John Stumpf, le 13ème jours d'août 1886 pour lequels les dits acquéreurs ont payé la somme de sa sante-quinze piastres pour la dite adjudication. Enregistré au Bureau des aliénations livre 124, folio 365.

Et attendu que Peter N. Glaser a acheté la dite propriété des dits Jacob Both, Joseph Schenel et John Stumpf, par acte de vente de cinq cent piastres comptant, comme le tout est expliqué par une copie certifiée d'un acte de vente par les dits Jacob Both Joseph Schenel et John Stumpf à Peter N. Glaser, par devant John H. Leglet notaire, le 19ème jour de mai 1887, les dites copies du document sont produites avec la pétition enlassée dans cette affaire et y faisant partie à En registrée au Bureau des aliénations, livre 88, folio 539, et livre 124, folio 754.

Et attendu que Peter N. Glaser a fait application à cette cour pour une monition ou annonce conformément à la loi et aux sections 2371, 2372 et 2373 de l'acte No 95 approuvé le 10 mars 1870 connus comme les Statuts Revisés de la Législature.

Donc, dès maintenant, toutes les personnes intéressées dans la dite propriété sont citées aux noms de l'Etat de la Louisiane et de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans à faire valoir, si elles en ont, tout droit, titre ou réclamation à la propriété par suite d'une informalité quelconque dans les annonces, procédures, publications, assessements, descriptions, ou adjudication d'après lesquelles les ventes et cessions mentionnées ont été faites, ou toute irrégularité ou illégalité dans les notices, époque et genre de la dite vente ou toute autre défectuosité quelconque dans la dite affaire, ou personnes sont requises de présenter, dans les trente jours qui suivront la première publication de cette monition dans les feuilles publiques, les causes pour lesquelles les ventes ainsi faites ne doivent pas être confirmées et homologuées.

Bureau du greffier de cour Civile de District, Nouvelle-Orléans, 3 juin 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14 juin—

THE NEW-ORLEANS BEE.
L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

A Daily Newspaper, established on the 1st of September, 1827, and universally known throughout Louisiana and the neighboring States. The "Bee" is now published exclusively in French, and is the acknowledged organ of the Franco-American population. A very valuable family paper and specially recommended to those of our American readers, ladies and gentlemen, who wish to enhance their knowledge of the French language.

Subscription Terms :

By Mail—Payable in advance, postage prepaid.

Per annum, $12 ; six months, $6 ; three months, $3 ; one month, $1.

Weekly (8 double pages) published Saturday Morning.

Per annum, $5 ; six months, $2.50 ; three months, $1 cents.

Daniel Browne vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 21,836—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Richard Ireland, administrateur provisoire et syndic dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
W. J. MCGEEHAN,
1er sept—1 6 10 Greffier.

Succession de Lorenz Flettrich.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No. 21,923—Division C.—Attendu que Mme Veuve Caroline Flettrich a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Lorenz Flettrich, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux à qui cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
2sept—2S—4,9sept Greffier.

VENTES PAR LE CONSTABLE

Mme S. Lacoume vs Mme Murphy.

QUATRIÈME COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans No 9442—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Ogden, juge de la Quatrième Cour de Cité de la Nlle Orléans, dans l'affaire ci-dessus, intitulée et numérotée, je procéderai à la Bourse d'Enchères, sous l'entrepôt coin Louisiana avenue et la rue Magazine, le SAMEDI, 10 septembre 1887, à midi

Un lot de meubles de maison. Après un inventaire enregistré en mon bureau
Conditions—Comptant sur les lieux.
J. O'LANDRY,
Constable de la Quatrième Cour de Cité.
31 août—1 10 sept

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans, Division E, No 21,853—Frank A. Lynch vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Sur la considération du pétitionnaire Frank A. Lynch soit et est par le présent accepté par la cour pour le bénéfice de ses créanciers ; et qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant Ernest Commagère, Esq, notaire en cette ville, le LUNDI, 26 septembre 1887, à 11 heures A. M., pour délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et élire un syndic et autres telle ou telle autre affaire qui peuvent leur être soumises et que dans intervalle toutes poursuites contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues ; et que Martin Voorhies, Esq, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 19 août 1887.
Signé ALBERT VOORHIES, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
24 août—3f en 20 sept

MONITION.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans, No 21,126—Inventaire D, dans l'affaire de Peter N. Glaser, demandeur contre succession...

A tous ceux que le présent avis concerne.

Attendu qu'à une vente publique pour taxe faite le 12 août 1885, l'Etat de la Louisiane a fait l'adjudication du cadastre de l'Etat, ci-après indiqué, de cette ville, vendu à Jacob Both, Joseph Schenel et John Stumpf, conformément aux règlements de la loi No 2 de 1884, et que la propriété en question était décrite à savoir :

CINQ CERTAINS LOTS DE TERRE, dans le troisième District de la ville de la Nouvelle-Orléans, désignés sur les rôles d'assessment comme lots Nos 4,5,6,7 et 8 dans l'îlot No 1273 borné par les rues Casacalvo (maintenant Dauphine et Royale) les dits lots Nos 4 à 8 mesurant 228 pieds de face à la rue Congrès sur 93 pieds de profondeur ou moins, pour les années 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877 et 1878 au nom de Rufus Waples et étant la même propriété achetée par les dits Rufus Waples le 22 août de mars 1866 et décrite comme suit, à savoir :

CINQ LOTS DE TERRE dans le faubourg Bouligny, Troisième District de cette ville, dans l'îlot borné par les rues Casacalvo (maintenant Royale), Grande-Demeure (maintenant Dauphine), Congress et Gravier, désignés comme lots Nos 4, 5, 6 et 7 ; le lot No 3 mesure 45 pieds de face à la rue Congrès sur 95 pieds de profondeur entre les rues Casacalvo et Grande Hommes ; le lot No 7 forme l'encoignure des rues Grande-Hommes et Discipline et mesure 45 pieds 9 pouces et 6 lignes de face à la rue Congrès sur 95 pieds de profondeur et face à la rue Grande Hommes comme le tout plus amplement expliqué dans le document de taxe exécuté par Charles Cavanac, collecteur de taxes d'Etat pour le dit quart intérieur de cette ville, par acte passé devant A. A. Ker, notaire, à Jacob Both Joseph Schenel et John Stumpf, le 13ème jours d'août 1886 pour lequels les dits acquéreurs ont payé la somme de sa sante-quinze piastres pour la dite adjudication. Enregistré au Bureau des aliénations livre 124, folio 365.

Et attendu que Peter N. Glaser a acheté la dite propriété des dits Jacob Both, Joseph Schenel et John Stumpf, par acte de vente de cinq cent piastres comptant, comme le tout est expliqué par une copie certifiée d'un acte de vente par les dits Jacob Both Joseph Schenel et John Stumpf à Peter N. Glaser, par devant John H. Leglet notaire, le 19ème jour de mai 1887, les dites copies du document sont produites avec la pétition enlassée dans cette affaire et y faisant partie à En registrée au Bureau des aliénations, livre 88, folio 539, et livre 124, folio 754.

Et attendu que Peter N. Glaser a fait application à cette cour pour une monition ou annonce conformément à la loi et aux sections 2371, 2372 et 2373 de l'acte No 95 approuvé le 10 mars 1870 connus comme les Statuts Revisés de la Législature.

Donc, dès maintenant, toutes les personnes intéressées dans la dite propriété sont citées aux noms de l'Etat de la Louisiane et de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans à faire valoir, si elles en ont, tout droit, titre ou réclamation à la propriété par suite d'une informalité quelconque dans les annonces, procédures, publications, assessements, descriptions, ou adjudication d'après lesquelles les ventes et cessions mentionnées ont été faites, ou toute irrégularité ou illégalité dans les notices, époque et genre de la dite vente ou toute autre défectuosité quelconque dans la dite affaire, ou personnes sont requises de présenter, dans les trente jours qui suivront la première publication de cette monition dans les feuilles publiques, les causes pour lesquelles les ventes ainsi faites ne doivent pas être confirmées et homologuées.

Bureau du greffier de cour Civile de District, Nouvelle-Orléans, 3 juin 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14 juin—

ATTRAIT SANS PRECEDENT!
PLUS D'UN DEMI-MILLION DISTRIBUÉ.
L.S.L.
Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

Ses Grands Tirages à Numéro Simple auront lieu tous les mois, et ses Grands Tirages Semestriels eut lieu tous les six mois (Juin et Décembre).

Nous déclarons, par les présentes, que nous prendrons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, a plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

Commissaires.

Grand Tirage à Numéro Simple,
—A—
L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,
NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI, 13 SEPT. 1887.

GROS LOT:
$150,000

AVIS.—Billets $10 seulement,
DEMI-BILLET $5, CINQUIÈME DE BILLET $2, DIXIÈME DE BILLET $1.

LISTE DES LOTS :

1 Gros lot de	$150,000..	$150,000
1 do	50,000..	50,000
1 Lot de...	20,000..	20,000
2 Lots de...	10,000..	20,000
4 Lots de...	5,000..	20,000
20 Lots de...	1,000..	20,000
50 Lots de...	500..	25,000
100 Lots de...	200..	20,000
200 Lots de...	200..	40,000
500 Lots de...	100..	50,000

LOTS D'APPROXIMATION :

100 Lots d'approximation	$300..	$30,000
100	200..	20,000
100	100..	10,000
1000	50..	50,000
3,179 Lots s'élevant à		$355,000

Pour les Clubs ou toute autre information s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la Signature lisible. On s'assurera un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant votre adresse en plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express [à nos frais]. Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à
la New Orleans National Bank,
New Orleans, Lne.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des gérants Beauregard et Early, qui sont chargés des tirages, est une garantie de la parfaite loyauté avec laquelle la distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne manquera prévoir le numéro qui tire un lot.

RAPPELEZ-VOUS que les billets sont signés par le président d'une institution dont les droits, inscrits dans une charte, sont reconnus par les tribunaux les plus élevés. Désirez-vous donc des contrefaçons et des plans associés?

L'ABEILLE
NOUVELLE-ORLÉANS
JOURNAL QUOTIDIEN,
EDITION HEBDOMADAIRE
PARAISSANT LE
SAMEDI MATIN
Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

L'Edition hebdomadaire est en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine compr beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

BUREAUX ET ATELIERS :
No. 73 rue de Chartres, entre Conti et Bienville.

L'ABEILLE publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales :

Des dépêches télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'étranger,
Un Bulletin Maritime,
Une Liste des navires en partance dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans,
Une Liste des navires dans le port de la Nouvelle-Orléans,
Un Bulletin Financier,
Un Bulletin Commercial.

BUREAUX ET ATELIERS :
73 [illegible] - 73

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE.

George Zeringue vs Theogene Bellevue.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,601—En vertu d'un writ de saisie et de vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 10 septembre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Une certaine portion de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, située dans la Deuxième District de cette ville, ayant front de 24 pieds sur la rue Roman sur une profondeur de 124 pieds 3 pouces et 2 lignes sur la ligne du bas et 121 pieds 10 pouces et 2 lignes sur la ligne du haut, le séparant du lot numéro quatre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, dépendances, droits, avantages appartenant ou y appartenant.

Etant la même propriété que le défendeur a acquis par transfert de J. D. Read, d'après un acte passé pardevant W. J. Castell notaire, en date du 12 juin 1884.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
10août—10,17,24,31—7,14

ANNONCE JUDICIAIRE.

Joseph Schemel vs James Jones

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 21,804—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et le Sentier d'Allen, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 17 septembre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Une lots de terre se touchant, avec tous les droits, voies et privilèges qui y appartiennent ou quelque sorte, situés dans le troisième district de cette ville et désigné, comme lots numéros quatre et cinq, suivant, dans l'îlot numéro 522 borné par les rues Urquhart, Girod, Montégut et Press. Lesquels dits lots de terre sont les dimensions suivantes à savoir : les lots numéros un, deux, trois, quatre et cinq mesurant chacun trente et un pieds de face à la rue Montégut et la même largeur exacte dans le fond par des profondeurs également de la ligne qui la sépare d'avec celle de la rue Urquhart et Montégut et a une profondeur entre ces deux dernières rues de cent quarante-quatre pieds de cent quarante-quatre pieds de cent quarante trois pieds deux pouces et cinq lignes sur la ligne du lot numéro deux ; le lot numéro quatre a une profondeur de cent quarante trois pieds onze pouces et sept lignes sur la ligne du lot numéro un et cent quarante trois pieds dix pouces sur la ligne qui le divise du lot numéro trois ; le lot numéro trois a une profondeur de cent quarante trois pieds dix pouces sur la ligne qui le divise du lot numéro deux et cent quarante trois pieds huit pouces et une ligne sur la ligne du lot numéro quatre ; le lot numéro quatre a une profondeur de cent quarante trois pieds huit pouces et une ligne sur la ligne du lot numéro trois et cent quarante trois pieds six pouces et trois lignes sur la ligne du lot numéro cinq ; et le lot numéro cinq a une profondeur de cent quarante trois pieds six pouces et trois lignes sur la ligne du lot numéro quatre et cent quarante trois pieds huit pouces et cinq lignes sur la ligne du lot numéro six.

Le tout étant borné en front de quatre pieds deux pouces de façade rue Montégut ; la même étendue à l'arrière, sur une profondeur de 143 pieds 3 pouces et une ligne du côté ouest du numéro 7. Les terrains Nos. sept, huit, neuf et dix mesurent chacun trente-un pieds de façade rue Montégut, sur une profondeur de cent quarante-quatre pieds onze pouces et sept lignes entre les lignes latérales, le lot numéro un forme l'encoignure de la rue St Ferdinand et Montégut maintenant Gentilly, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et s'appurtenant, et tous les droits, voies, servitudes et privilèges y appartenant.

Ensemble avec soixante actions réduites à cinquante sur actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane qui se trouvent actuellement au crédit de l'exécution.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Termes et Conditions—Pour payer la réclamation du plaignant mentionnée dans la somme de dette, cent quarante piastres, le montant des dommages et coûts ainsi que pour cent d'intérêt par an sur cent vingt piastres du 1er décembre 1883.

Avec 1 pour cent d'intérêt par an sur cent vingt piastres du 1er décembre 1882.

Avec 1 pour cent d'intérêt par an sur cent vingt piastres du 1er décembre 1881.

Avec 8 pour cent d'intérêt par an sur cent vingt piastres du 1er décembre 1884.

Avec 8 pour cent d'intérêt par an sur cent vingt piastres du 1er décembre 1885.

Et pour les frais de procès y compris 5 pour cent honoraires d'avocat sur le montant en litige et les taxes d'Etat et de ville dues sur la propriété.

Le surplus, en outre, assume et s'engage à payer la somme de quatre mille six cent quatre-vingt piastres balance non payée et pas encore échue de la dette de cette action à savoir : soixante dix huit piastres par actions et assumera toutes les obligations de l'actionnaire de la Banque des Citoyens de la Louisiane pour lesdites actions conformément à la charte et les lois relatives à la banque ; la balance du prix d'adjudication s'il y en a, comptant.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
30 août—30 sept 6 13 20 27 oct 1

ANNONCE JUDICIAIRE.

Succession de Edward S. Wurzburger.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,937—En vertu d'un ordre de vente daté 3 septembre 1887 à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, sur la porte de la Nouvelle Orléans, le SAMEDI, 10 septembre 1887, à 1 heure P. M. de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Au local No 83 rue Prytania.

Un grand lot de meubles de valeur, consistant en un assemblement de salon, chambres à coucher et autres objets, etc., tapis, rideaux, etc., conformément à un inventaire déposé à mon bureau.

Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
4 sept—4 au 10 inclus.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Lucien Baron vs Jacob D. Hachade.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 21,875—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et le Sentier d'Allen, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 17 septembre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot d'égoûts, avec toutes les améliorations y appartenant, situés dans le Troisième District de la Nouvelle Orléans, dans l'îlot No 1038 bornés par les rues Magazine, Constance, Général Taylor et Annette. La propriété en question se compose de deux lots, Nos. 11 et 12, contigus l'un à l'autre, et mesurant chacun 25 pieds de face à la rue des Magasins, sur 113 pieds 6 pouces de profondeur entre lignes parallèles.

Les améliorations consistent en un cottage double, à un étage, construit à un étage, rentré de la rue, avec pistolandes devant dans le jardin, un voisinage attenyant et populeux, et toutes autres choses généralement quelconques.

Conditions—Un tiers ou plus comptant, à l'option de l'acquéreur, la balance à un crédit de un et deux ans du jour de la vente, avec intérêt de 8 pour cent par an, ligne à vendeur et toutes les clauses de garantie ordinaires. Les acquéreurs auront à payer en outre les taxes de l'année courante et exigibles pendant cette année 1887 et déposeront 10 pour cent comptant en nomant de la vente.

Acte de vente, aux frais de l'acquéreur, pardevant E. Commagère, notaire.

Ils s'ap. m. le même jour,

en local mentionné et-dessus, il sera vendu toute la propriété personnelle et effets de maison appartenant à la dite succession, d'après l'inventaire enregistré.

Conditions—Comptant avant livraison.
10 août—16 27—sept 3 10 17

ANNONCE JUDICIAIRE.

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs Alfred Marchand.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans, No 21,554—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et le Natchez alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 10 octobre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Deux lots de terre dans le faubourg Washington dans le Troisième district de cette ville, dans l'îlot borné par Esplanade, St Ferdinand et Moreau maintenant Gentilly, désignés par le numéro six et neuf sur un plan particulier fait par E. Sugg, anciennement ingénieur civil, le 18 juillet 1848, et annexé à l'acte de Charles Boudousquié, enregistré dans le livre 6 folio 1 du bureau des mesures ; chaque lot mesurant chaque vingt quatre pieds quatre pouces de face à la rue St Ferdinand sur quatre vingt seize pieds de profondeur entre lignes parallèles, le lot numéro un forme l'encoignure de la rue St Ferdinand et cascarro maintenant Gentilly, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et s'appurtenant, et tous les droits, voies, servitudes et privilèges y appartenant.

Ensemble avec soixante actions réduites à cinquante sur actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane qui se trouvent actuellement au crédit de l'exécution.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Termes et Conditions—Pour payer la réclamation du plaignant mentionné dans la somme de sept cent cinquante dollars avec intérêt à raison de huit pour cent par an à partir du 11 août 1886 jusqu'au paiement final et il sera prélevé sur le dit montant principal et intérêt, honoraires d'avocat, quatre dollars frais de copie de l'acte, dix dollars frais d'assurance, (payés de son comptes) la balance du billet à recevoir pour la somme de sept cent cinquante dollars, plus les frais de procès et ventes et les taxes d'Etat et de ville dues sur la dite propriété.

Le surplus, en outre, assume et s'engage à payer la somme de quatre mille six cent quatre-vingt piastres balance non payée et pas encore échue de la dette de cette action à savoir : soixante dix huit piastres par actions et assumera toutes les obligations de l'actionnaire de la Banque des Citoyens de la Louisiane pour lesdites actions conformément à la charte et les lois relatives à la banque ; la balance du prix d'adjudication s'il y en a, comptant.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
30 août—30 sept 6 13 20 27 oct 1

ANNONCE JUDICIAIRE.

Meubles de maison aussi...

PAR MATHER & HOMES.

VENTE DE SYNDICS PROVISOIRE

Grocerie ! Grocerie ! Grocerie ! Arrivée ce matin, ensemble ou en détail le bail de valeur pour le terme non expiré.

Michael T. Carroll vs. Daniel Wilson, Sr.

COUR CIVILE DE DISTRICT, ET AMÉliorations légitimes et maintenant situées sur le lot de terre ci-après décrit, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine entre Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 10 septembre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Tout et particulièrement les bâtisses et améliorations légitimes et maintenant situées sur le lot de terre ci-après décrit, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine entre Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 10 septembre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Le lot de terre dans le faubourg Bouligny, Troisième District de cette ville, dans l'îlot borné par les rues Casacalvo (maintenant Dauphine), Grande-Demeure (maintenant Bourbon), Congress et Gravier, désigné comme lot No 6 dans l'îlot No 1273 ; le lot mesure 45 pieds de face à la rue Congrès sur 95 pieds de profondeur entre les rues Casacalvo et Grande Hommes, le tout plus amplement expliqué dans le document de taxe exécuté par Charles Cavanac, collecteur de taxes d'Etat pour le dit quart intérieur de cette ville, par acte passé devant A. A. Ker, notaire, à Jacob Both Joseph Schenel et John Stumpf, le 13ème jours d'août 1886 pour lequels les dits acquéreurs ont payé la somme de sa sante-quinze piastres pour la dite adjudication. Enregistré au Bureau des aliénations livre 124, folio 365.

Et attendu que Peter N. Glaser a acheté la dite propriété des dits Jacob Both, Joseph Schenel et John Stumpf, par acte de vente de cinq cent piastres comptant, comme le tout est expliqué par une copie certifiée d'un acte de vente par les dits Jacob Both Joseph Schenel et John Stumpf à Peter N. Glaser, par devant John H. Leglet notaire, le 19ème jour de mai 1887, les dites copies du document sont produites avec la pétition enlassée dans cette affaire et y faisant partie à En registrée au Bureau des aliénations, livre 88, folio 539, et livre 124, folio 754.

Et attendu que Peter N. Glaser a fait application à cette cour pour une monition ou annonce conformément à la loi et aux sections 2371, 2372 et 2373 de l'acte No 95 approuvé le 10 mars 1870 connus comme les Statuts Revisés de la Législature.

Donc, dès maintenant, toutes les personnes intéressées dans la dite propriété sont citées aux noms de l'Etat de la Louisiane et de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans à faire valoir, si elles en ont, tout droit, titre ou réclamation à la propriété par suite d'une informalité quelconque dans les annonces, procédures, publications, assessements, descriptions, ou adjudication d'après lesquelles les ventes et cessions mentionnées ont été faites, ou toute irrégularité ou illégalité dans les notices, époque et genre de la dite vente ou toute autre défectuosité quelconque dans la dite affaire, ou personnes sont requises de présenter, dans les trente jours qui suivront la première publication de cette monition dans les feuilles publiques, les causes pour lesquelles les ventes ainsi faites ne doivent pas être confirmées et homologuées.

Bureau du greffier de cour Civile de District, Nouvelle-Orléans, 3 juin 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14 juin—

ASSURANCES.

Quatrième Etat Annuel
—DE LA—
Compagnie d'Assurances du Sud.
(SOUTHERN INSURANCE COMPANY
OF NEW ORLEANS.)

La Compagnie, conformément à sa charte, publie l'état suivant de ses affaires pendant année écoulée le 31 Décembre 1886 :

PRIMES REÇUES.

Sur les risques d'incendie	$275,376
Sur les risques de rivières	15,224
Sur les risques de mer	9,260 64
	$294,861 60
A ajouter :	
Primes non acquises de 1885	60 589 31
Total des primes	$355,450 91
A ajouter :	
Intérêts et profits et pertes	$ 34,549 04
	426 66
	34,975 70
Revenu total	$390 426 61